



attac

Le Courriel d'information

n° 305 – Mardi 12 février 2002.

DES BOMBES EN PAPIER

Dans ce numéro

1. Le Forum social mondial.

Le deuxième FSM de Porto Alegre a représenté un progrès important par rapport à Porto Alegre I.

2. Pourquoi pas aux Etats Unis ?

Dans le monde entier, des grèves de grande ampleur s'opposent aux effets de la mondialisation. Pourquoi n'est-ce pas le cas aux États-Unis ?

3. On fabrique aussi des bombes avec du papier

Une bombe à engrais chimiques qui tue des centaines de personnes en Oklahoma. Des jets pleins de carburant qui font 4000 morts à New York. Une politique de sanctions qui tue un million et demi de personnes en Irak. Une politique commerciale qui plonge des continents dans la misère. Vous pouvez fabriquer des bombes à partir de n'importe quoi. Celles faites sur papier font le plus de mal.

4. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Rectificatif : Un article signé de Mme Dorothee Benoit Browaeyns a été publié par erreur dans le Courriel 300 sous le titre « La Rébellion transgénétique ». En fait ce soi-disant article est un extrait du livre de Mme Benoit Browaeyns, « Des inconnus dans nos assiettes » publié chez Castelles en 1998. Cet extrait a été placé sans l'accord de l'auteur dans un numéro du Courriel. Nous prions l'auteur de nous excuser de cette erreur.

Forum social mondial

De nombreux problèmes techniques ont émaillé notre diffusion d'information depuis Porto Alegre. Cependant grâce à l'aide de militant(e)s resté(e)s en France nous avons pu vous fournir une information quotidienne. Ces personnes, moins visibles de fait que celles qui ont produit articles et reportages, entretiens, ont cependant été essentielles dans le bon déroulement de cet effort collectif.

<http://attac.org/fsm2002>

Si ce n'est déjà fait vous pouvez retrouver sur le site la déclaration finale des mouvements sociaux, reportages photographiques et articles. Vous pouvez enfin bénéficier des entretiens exclusifs réalisés durant le Forum social avec Nicola Bullard, Emir Sader, Gustave Massiah, Fred Azcarate, Samir Amin, Roberto Bassio, Emilio Taddéi et Claudio Jampaglia, dans les sections « Entendu à Porto Alegre ».

Merci donc en particulier à Carole, Ludovic, François et tout le RAS, Chris, Manuel, Emmanuel, Nicolas, Dominique, Jean François, Sandrine et aux deux Philippe, ainsi qu'à tout le groupe de traduction pour le travail quotidien fourni durant cet événement exceptionnel.

Le deuxième FSM de Porto Alegre a représenté un progrès important par rapport à Porto Alegre I.

C'est vrai sur le plan numérique : près de 60 000 participants, quatre fois plus que l'an dernier, avec, tout d'abord la délégation brésilienne, puis les Argentins et les Italiens (plus de 1 400 dans ces deux cas), les Français (plus de 800), les militants des Etats-Unis (420), de l'état espagnol, du Chili, de l'Uruguay et du Canada (un nombre comparable), etc.

C'est surtout vrai sur le plan politique. L'appel des mouvements sociaux marque un pas en avant par rapport à l'an dernier, et des décisions importantes ont été prises.

Pour ce qui est du FSM, tout d'abord, une nouvelle rencontre mondiale aura lieu l'an prochain à Porto Alegre (en 2004 cela aura lieu en Inde), et des réunions continentales seront organisées. Pour ce qui est de l'Europe, un Forum social européen aura lieu en octobre ou novembre 2002 en Italie (en 2003 ce sera la France), une première réunion de préparation se tiendra à Bruxelles le samedi 9 mars.

Les mouvements sociaux, dans la suite des appels de 2001 et de 2002 et de la rencontre de



attac

Mexico, en août 2001, se sont fixés des échéances et des moyens de travailler. Une réunion (de taille modeste) aura lieu, soit à Rome, en juin, juste avant l'assemblée générale de la FAO, soit à Johannesburg, juste avant le sommet de l'ONU sur le développement durable (Rio + 10). Pour coordonner tout cela un mandat a été donné aux brésiliens : à la CUT et à Via Campesina (le MST, mais aussi d'autres mouvements), des ONG et d'autres mouvements pourraient aider à la constitution de ce secrétariat technique. Un appel a été fait pour que des secrétariats du même type se mettent en place dans les différents continents pour aider les Brésiliens au travail de coordination.

D'autres rencontres ont eu lieu et ont produit des documents et des décisions. C'est le cas des syndicats de la CISL et de la CMT, des politiques, avec des appels venant des forums des autorités locales et des parlementaires, des ATTAC, qui se sont réunis dans des réunions continentales, puis mondiales, etc. Nous vous communiquerons les documents dès qu'ils seront disponibles.

PS – Trois sociologues effectuent en ce moment une étude sur l'impact de l'information durant le Forum social mondial. Pour obtenir le questionnaire (court), merci de contacter Fabien Granjon fgranjon@club-internet.fr

PS2 – Pour vos fêtes et pour vous aider à supporter la grisaille du monde tel qu'il est, n'oubliez pas la chanson du Forum social « Um outro mundo e possivel »
<http://attac.org/fsm2002/0502/mp3/outromundo.mp3>

PS3 – Comme les bonnes nouvelles ne viennent jamais seules, vous pouvez enfin profiter des sites des groupes locaux en Belgique, Espagne, France, Italie et Suisse en consultant www.local.attac.org

Pourquoi pas aux Etats-Unis ?

Par Kim Moody
Traduction: Véronique Valentin, Christine Pagnoule et Irène Colas, traducteurs bénévoles
coordinatrad@attac.org

Dans le monde entier, des grèves de grande ampleur s'opposent aux effets de la mondialisation. Pourquoi n'est-ce pas le cas aux États-Unis ?

Dans le monde entier, ces dernières années, les organisations salariales se sont mobilisées face à

la mondialisation et à son impact, par des actions politiques générales ou de grande ampleur. En Argentine, en Inde, en Espagne, en Corée du Sud, en Bolivie et en France, les fédérations de salariés ont appelé leurs membres et parfois l'ensemble des travailleurs à se mettre en grève pour protester contre les privatisations, l'austérité, les réductions de personnel et d'autres symptômes de la puissance croissante des entreprises.

Il n'y a pas si longtemps, le syndicat canadien Ontario Federation of Labour a organisé des grèves générales d'une journée dans les villes de cette province, baptisées Journées d'action. En 1998, le mouvement des travailleurs de Porto Rico, regroupant la majorité des syndicats AFL-CIO (American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations), a organisé une grève contre la vente de la compagnie de téléphone publique.

Pour réagir face au développement rapide de la Zone de libre-échange des Amériques, pourquoi ne pas se mobiliser dans une grève générale couvrant tout l'hémisphère, y compris les États-Unis ?

C'est une idée innovante pour le mouvement salarial qui, en particulier depuis les années 1940, a centré son action sur des luttes industrie par industrie ou société par société. Puisque cette stratégie de réaction individuelle ne fonctionne pas à l'époque de la mondialisation, certaines modifications sont peut-être à l'ordre du jour.

LE SYSTÈME AMÉRICAIN

Il est de notoriété publique que les grèves générales sont aussi rares aux États-Unis qu'un employeur généreux. L'une des raisons à cela réside tout simplement dans le fait que les syndicalistes à la tête de la majorité de nos organisations n'y sont pas favorables. Au milieu des années 1970 déjà, George Meany, alors président de l'AFL-CIO, déclarait : " Nous croyons au système américain. Nous ne descendons pas dans la rue, nous n'appelons pas à la grève générale et nous n'organisons pas de grèves politiques. "

Dans un certain sens, Meany se trompait. Nous descendons dans la rue, et ce pas uniquement dans les années 1930 ou 1960. Souvenez-vous des rues entourant les mines de charbon de Pittston, dans l'ouest de la Virginie en 1989, ou des autoroutes bloqués par les " road warriors " [guerriers de la route] de Hormel au milieu des



attac

années 1980, ou de Staley dans les années 1990. Et qu'en est-il des " Latino drywallers " de Los Angeles, il y a dix ans ? Sans oublier les milliers de personnes qui ont occupé en juin dernier les rues de Columbia, en Caroline du Sud, pour soutenir le groupe Charleston, ces membres de l'ILA menacés par une action judiciaire pour avoir tenté d'arrêter des briseurs de grève. Et Seattle, ça ne vous rappelle rien ?

Meany se trompait. Les travailleurs américains descendent régulièrement dans la rue, tout à coup, ensemble, dans un but commun. Cela est dû en grande partie à la faible conscience de classe des travailleurs américains, qui est à la fois la cause et la conséquence du syndicalisme professionnel. Au fil des ans, cette situation a été encore accentuée par une période prospère, des divisions raciales et une approche des programmes politiques et sociaux spécifique aux syndicats des États-Unis.

Les principales raisons de l'enracinement du syndicalisme professionnel après la Seconde Guerre mondiale résident notamment dans l'omniprésence de clauses interdisant la grève dans les contrats syndicaux, la purge des personnalités de gauche du CIO, la dépendance croissante envers le parti démocrate, la bureaucratie croissante du mccarthysme et, bien évidemment, le Taft-Hartley Act. Tous ces éléments ont joué un rôle dans le triomphe de l'idéologie et des pratiques étriquées du syndicalisme professionnel. Mais il est essentiel de comprendre ce que ce mouvement a accompli et ce qu'il a manqué.

Tous ces événements et ces tendances ont affaibli les organisations salariales d'une manière importante. Ils ont saboté les plans visant à développer les organisations dans le Sud, faisant de cette région un havre pour les ateliers clandestins jusqu'à ce jour. Les négociations dans l'industrie électrique ont été fragmentées et sérieusement minimisées par les attaques portées contre le syndicat United Electrical Workers après qu'il eut été forcé de quitter le CIO.

Cependant, la majorité des syndicats au sortir des années 1940 avaient gagné de nouveaux membres et étaient plus forts institutionnellement. Nombre d'entre eux ont continué leur croissance entre les années 1950 et 1970, bien que le syndicalisme dans le secteur privé ait vécu des ralentissements. Il y a eu plus de grèves dans les années 1950 que pendant les années 1930 et nombre des grandes réussites dans le domaine des négociations

collectives ont vu le jour pendant cette décennie. Les salaires réels, ajustés avant l'inflation, ont augmenté de 250 % entre 1945 et 1975. Sous de nombreux aspects, les syndicats des années 1950 étaient bien plus puissants qu'ils ne l'ont jamais été.

UNE VISION ÉTRIFIÉE

Cependant, le formidable succès de la voie choisie dans les années 1940 a abouti à restreindre la notion de mouvement de travailleurs à la représentation d'une classe, et à rétrécir la vision de la majorité des syndicats.

Frustrés à la fin des années 1940 par un Congrès républicain et un parti démocrate glissant vers la droite, les dirigeants des syndicats individuels se sont raccrochés à une tendance lancée par les mineurs en 1946, lorsque John L. Lewis a négocié un fonds social financé par les employeurs. " Si nous ne pouvons apporter cette protection à nos membres par le biais de la législation, nous devons exiger qu'elle fasse partie de nos contrats ", déclarait le président du syndicat des ouvriers du textile, William Pollock.

Cette approche visant à obtenir des avantages sociaux syndicat par syndicat, au lieu d'une négociation impliquant la classe entière des travailleurs, a bénéficié du Taft-Hartley Act qui, en tentant de contrôler les plans des syndicats, les a en fin de compte encouragés.

Cela signifiait bien entendu que les programmes tels que l'amélioration des retraites et l'assurance santé, qui étaient considérés par des millions de personnes comme devant bénéficier à l'ensemble d'une classe sociale et même à d'autres individus, étaient maintenant limités aux syndicalistes suffisamment forts pour les arracher à leurs employeurs réticents. Alors qu'en 1946, les principaux syndicats industriels avaient engagé des négociations simultanément sur les mêmes revendications et que beaucoup s'étaient battus ensemble, dès lors, chaque syndicat suivit son propre chemin et ne se battit que pour le bien de ses propres membres.

Qu'ils administrent des plans dirigés par les syndicats couvrant toute une branche de l'industrie, comme les Mine Workers ou les Teamsters, ou des plans de retraite et de protection sociale s'appliquant à une seule entreprise, comme ceux négociés dans l'automobile, la sidérurgie ou la production d'électricité, les grands leaders syndicaux se retrouvaient à la tête d'un " État-Providence



attac

privé " très complexe qui encourageait une plus grande bureaucratie et le renfermement sur le bien-être d'une entreprise spécifique. En fin de compte, c'étaient les entreprises, et non le gouvernement ou le secteur public dans son ensemble, qui semblaient " payer la facture " de l'assurance sociale et des retraites.

Ainsi, le souci des dirigeants et des cadres de préserver les bénéfices de la société, déjà très présent, fut renforcé et accentué. C'est pourquoi les organisations et la force syndicale cédaient régulièrement face aux dirigeants, en s'accrochant à des bénéfices supposés acquis par la productivité des salariés. Cela a entraîné l'abandon des programmes de négociation inter-industries, puis l'érosion de ceux restreints à une industrie, puisque les chefs syndicaux centraient leurs efforts sur la " santé " des grandes entreprises qui finançaient ces avantages sociaux.

Mais surtout, cela a engendré une identification accrue avec l'entreprise, non seulement parmi les leaders syndicaux, mais également dans les rangs des salariés. Cela ne signifiait pas que les travailleurs n'éprouvaient aucune haine pour la direction ni aucun ressentiment face à l'indignité et à la pression physique exercée par la demande de production ; mais savoir que leur retraite et leurs prestations sociales dépendaient de l'entreprise, même si cela avait été acquis par les syndicats, ne pouvait qu'affecter leurs perspectives.

UNE RÉSISTANCE FRAGMENTÉE

La tendance agressive à l'accélération du rythme de travail et à l'augmentation de la productivité de la fin des années 1950 et de la décennie suivante provoquèrent une renaissance du militantisme de base, exprimée par des grèves sauvages et la formation ou la reformation de mouvements parmi les mineurs de charbon, les mécaniciens de l'aviation, de l'automobile, de la sidérurgie, les employés des postes, du secteur public et du transport routier. Pourtant, les mouvements et organisations créés ne se sont jamais regroupés ni eu de contact entre eux. L'audace et le militantisme de ces mouvements de travailleurs populaires des années 1960 et 1970 reflétaient la fragmentation liée à " l'État-Providence privé ", qui apportait à la fois une dose de prospérité à beaucoup et des cadences infernales à des millions.

Au début des années 1980, cette situation s'est aggravée avec l'effort des entreprises de réduire systématiquement les coûts. Les salaires et les

prestations sociales concédés par les employeurs en des temps plus rentables furent remis en cause, ainsi que les conditions de travail. L'espace laissé aux compromis se réduisit d'année en année.

Pour la majorité des leaders syndicaux, cette situation s'est traduite par une attention accrue portée à la santé de l'entreprise. La cogestion de la main-d'œuvre, la coopération et le partenariat devinrent la planche de salut présumée de l'entreprise et du syndicat. Certains emplois pouvaient être supprimés à coup de réductions de personnel, mais la poule aux œufs d'or devait être sauvée, même si l'or qui revenait aux salariés se faisait de plus en plus rare.

Cette soi-disant " stratégie " a cependant échoué. Elle n'a pas arrêté l'érosion des prestations sociales ni sauvé les emplois. La voie de la conciliation et de l'isolement ne peut pas fonctionner pour les salariés dans le monde des multinationales.

Il peut paraître ironique que, dans la ruée post-11 septembre des entreprises vers une exploitation de la situation de guerre et les " cadeaux " du gouvernement, la question de la lutte des classes soit devenue bien réelle pour les millions de salariés qui ont dû sacrifier leur emploi face à la guerre et à la récession.

Dans ce contexte, le combat contre la Zone de libre-échange des Amériques offre une opportunité de rassembler les mouvements de salariés et ses alliés. Il constitue une chance de recycler notre mouvement vers l'idée qu'une injustice faite à l'un est une injustice faite à tous.

Une grève politique de masse aux États-Unis ?
Réfléchissez-y !

BOX : Historique de la lutte

Bien que rares, les grèves politiques de masse ne sont pas totalement absentes de l'histoire du salariat américain. Au cours de la guerre d'Indépendance, lorsque l'armée de Confédérés battait en retraite ou se désintégraient dans les États du Sud, des centaines de milliers d'esclaves ont marché sur les plantations au cours de ce que W.E.B. DuBois a appelé la " grève générale " qui a paralysé l'économie du Sud. Il n'y avait ni syndicats, ni coordination centrale, mais il y avait l'objectif commun de l'émancipation.



attac

Le 1er mai 1886, une grève générale pour la journée de huit heures fit s'arrêter une bonne partie de l'industrie et du commerce dans de nombreuses villes. Elle avait été appelée, non pas par les visionnaires Knights of Labor, mais par leurs prédécesseurs de l'AFL.

Certains des fondateurs du syndicalisme professionnel avaient invité les salariés des États-Unis à descendre dans la rue pour un objectif commun.

En 1919, Seattle a été secoué par une grève générale. Ensemble, les syndicats, AFL et IWW prirent les rênes de la ville et de l'économie pendant quelque temps. Il y a eu des grèves générales à San Francisco, et à Terre Haute, dans l'Indiana en 1934. Cette même année, la menace de grèves générales a favorisé certaines victoires syndicales à Minneapolis, Toledo, Milwaukee et Pekin, dans l'Illinois.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les employeurs ont voulu prendre la mesure du nouvel équilibre des forces. Cela a non seulement provoqué la vague majeure de grèves qui secoua l'industrie en 1945 et 1946, mais également des grèves générales locales en 1946. Des arrêts de travail pratiquement complets ont eu lieu à Oakland, en Californie, Stamford, dans le Connecticut, Lancaster et Pittsburgh, en Pennsylvanie, Rochester, New York et Houston, au Texas. Celles-ci ont débuté comme des grèves de soutien à un groupe de salariés particulier, mais se sont muées en confrontations politiques, de lutte de classe.

À la fin des années 1940, les grèves générales n'étaient plus que des rêves dans les esprits des militants syndicaux. La direction du CIO rejeta les propositions de grève générale en opposition à la loi Taft-Hartley de 1947, bien qu'un demi-million de membres de l'UAW aient cessé le travail pendant cinq heures.

Cette loi rendait illégales les grèves de soutien qui étaient à l'origine des grèves générales locales de 1946. L'idée de la grève générale fut une des victimes de la consolidation du syndicalisme professionnel à la fin des années 1940.

BOX : L'échec de la dépendance envers le parti démocrate

La dépendance de la masse salariale américaine envers le parti démocrate a bloqué le développement des partis fondés sur les travailleurs, qui étaient caractéristiques de la majorité des autres nations industrielles à cette époque. Même si la préférence des syndicats

pour les démocrates remonte loin, leur dépendance s'est renforcée en 1943 avec la formation du Comité d'action politique du CIO et le rejet explicite de l'action politique indépendante. Cela signifiait que le programme politique ambitieux du CIO, y compris l'assurance maladie, le logement pour tous, le plein emploi, les droits civils, etc. devint dépendant du bon vouloir des démocrates. Ce qui se révéla rapidement un mauvais choix.

La stratégie politique du CIO fut un échec complet. Le vote uniforme des salariés s'effondra entre 1948, où 81 % des syndicalistes votèrent pour Truman, et en 1952 où seulement 57 % votèrent démocrate. Dès lors, ce pourcentage n'atteignit le taux des années 1940 qu'une seule fois, en 1964, lorsque Barry Goldwater mena la première campagne républicaine vraiment à droite.

La dépendance envers le parti démocrate a privé les syndicats de moyens pour suivre de manière indépendante leur programme politique.

Kim Moody.

Article publié en collaboration. Labor Notes est un mensuel basé à Détroit. Vous pouvez vous y abonner directement <http://www.labornotes.org>

On fabrique aussi des bombes avec du papier.

Par Raj Patel*

Traduction : Paul Gignac, traducteur bénévole coeditrad@attac.org

Une bombe à engrais chimiques qui tue des centaines de personnes en Oklahoma. Des jets pleins de carburant qui font 4000 morts à New York. Une politique de sanctions qui tue un million et demi de personnes en Irak. Une politique commerciale qui plonge des continents dans la misère. Vous pouvez fabriquer des bombes à partir de n'importe quoi. Celles faites sur papier font le plus de mal.

À la mi-novembre il y avait, cachée parmi d'autres, un fragment de nouvelle en provenance du Moyen-Orient qui était directement liée à la "Guerre contre le terrorisme" mais qui n'a pas suffisamment fait l'objet de l'attention des journaux comme elle aurait dû l'être. L'Organisation mondiale du commerce tenait sa quatrième conférence ministérielle à Doha, Qatar, et la conclut en brandissant une déclaration des ministres. Robert Zoellick, représentant des États-Unis au commerce, avait vendu la conférence



attac

ministérielle comme faisant partie de l'effort de guerre. Voici ce qu'il déclara : "La capacité de l'Amérique à soutenir des coalitions contre le terrorisme dépendra en partie de notre attention aux problèmes auxquels sont confrontés nos partenaires. De nombreux gouvernements démocratiques de nations en développement qui faisaient déjà face à des épreuves économiques avant le 11 septembre, vont maintenant rencontrer des difficultés effrayantes."

Que ces difficultés soient dues aux négociations commerciales précédentes et à l'intégration accrue, contrôlée et obligée des pays en développement dans l'économie américaine mondiale, semble avoir échappé temporairement à M. Zoellick. Comme d'habitude, sous le vernis de la magnanimité des États-Unis, sinue un écheveau de moins bonnes intentions. À Doha, le nouveau programme pour le développement a beaucoup en commun avec son plus bruyant cousin, la guerre contre le terrorisme. C'est la guerre par d'autres moyens contre les pauvres, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Les armes de guerre semblent vraiment avoir inspiré la stratégie des tenanciers de l'OMC. L'une des premières et plus brillantes innovations de l'industrie d'armement fut d'empaqueter un ensemble d'ogives, dont certaines étaient factices, sur la tête de missiles balistiques intercontinentaux. Quand ces missiles rentrent dans l'atmosphère, les défenses de l'ennemi sont si dispersées en essayant d'abattre chacune des bombes, qu'au moins l'une d'entre elles est assurée de passer au travers. Et une seule ogive est bien suffisante.

Ainsi en est-il avec le programme pour le développement. Comme le fait remarquer Barry Coates, directeur du mouvement mondial du développement : "Les pays en développement n'ont ni la capacité ni le désir de négocier ces nouveaux accords." Les services publics des pays les plus pauvres ont été dégraissés jusqu'à l'os par les mesures d'adaptation structurelles de la Banque mondiale. Beaucoup ne peuvent pas se permettre d'entretenir même un seul délégué à Genève pour contrôler, négocier et résister à ces organisations. Négocier en même temps sur plusieurs questions est bien au-delà des moyens de la plupart des nations pauvres. La seule demande pour que ces diplomates naufragés "négocient" un ensemble de questions nouvelles garantit l'explosion.

Pourquoi donc les pays en développement acceptent-ils de signer ? Une partie de

l'explication se trouve dans la publicité. Ce nouveau round n'a pas été appelé "round". À sa place l'on a eu un nouveau type de round, le "programme pour le développement à Doha". L'idée de changer d'appellation est de celles qui nous sont familières; vous retouchez le titre, mais rien d'autre, de façon à ce que les joueurs croient que vous avez véritablement amélioré les choses. Cela a marché pour les sociétés géantes, cela marche pour le gouvernement des États-Unis. L'École des assassins de Fort Benning en Géorgie, une fois rebaptisée, est maintenant connue sous le nom flamboyant de WHISC, Western Hemisphere Institute for Security Cooperation (Institut de l'hémisphère occidental de collaboration pour la sécurité); mais elle forme toujours des officiers d'Amérique latine aux techniques d'interrogatoire qui seront appliquées dans leur pays d'origine à des citoyens manquant de coopération. Plus ça change, plus c'est la même chose. [en français dans le texte. N.d.T.] Fier du succès de ce petit coup de relations publiques, le gouvernement des États-Unis et ses commanditaires commerciaux ont transformé le nouveau round de l'OMC en Programme sur le développement. En accord étroit avec l'esprit de la manoeuvre, la conférence a bien l'allure et l'odeur des exercices passés. Et elle se déroule sans que l'on n'y ait même ajouté des questions concernant les pays en développement.

Si vous avez suivi la rafale de courriels relatifs aux débats sur le commerce, votre moral a dû quelque peu remonter à l'annonce que les pays en développement avaient obtenu une concession cruciale des pays riches. La déclaration de Doha sur l'ADPIC : Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, précise que les institutions de santé publique peuvent ignorer les brevets de produit pharmaceutique. À Doha, de nombreuses organisations non-gouvernementales s'en sont réjouis. Il semblait que l'OMC avait effectivement approuvé l'exportation de médicaments bon marché vers les pays en développement qui en ont le plus besoin. Cela apparaissait comme une importante concession, un geste de générosité de la part de riches se préoccupant des "difficultés" de leurs frères plus pauvres.

Une lecture plus sérieuse du texte de la déclaration fit vite reboucher le champagne. Il appert que la déclaration clarifie simplement des clauses déjà existantes du règlement de l'OMC s'appliquant aux brevets, et par lesquelles des critères de santé publique peuvent déjà être appliqués pour supprimer les royalties découlant



attac

d'un brevet. Il n'y a rien de neuf dans la déclaration de Doha qui puisse inquiéter les firmes pharmaceutiques, comme l'a confirmé récemment la PhRMA, le groupe de pression des compagnies pharmaceutiques des États-Unis. En fait, les règles de l'OMC sont si strictes que même les pays riches s'en méfient. Rien d'autre ne peut expliquer la rapide volte-face du gouvernement canadien sur son intention d'autoriser d'office la fabrication du Cipro [1]. Si les Canadiens ont eu peur de pratiquer l'autorisation d'office parce que cela aurait créé un précédent dans l'industrie pharmaceutique, il est improbable que de petits pays en développement aient une chance de pouvoir le faire. Seul le Brésil a pris l'initiative de l'autorisation d'office, en dépit des menaces de poursuites juridiques des États-Unis. Que les pays riches affirment ce qui était déjà écrit dans une loi injuste ne constitue guère une victoire.

Pour les malades des pays pauvres, Noël est arrivé de bonne heure. Eh bien, oui, ils ont reçu une gifle en pleine figure. Une fois de plus.

Rien de tout ceci ne répond à la question du pourquoi les pays en développement ont accepté de signer la déclaration. Ces pays ne sont pas si faciles à duper. Après tout, ils savaient que l'OMC permettait l'autorisation d'office dans l'intérêt public. Qu'en est-il ?

Eh bien, l'une des raisons de cette signature n'est pas très neuve; étant donné que l'on accordait si peu, il restait beaucoup de place pour pouvoir faire miroiter les résultats aux yeux de tous. Dans une période où les grands joueurs de la politique internationale sont à la recherche de bons résultats, aussi peu fournis soient-ils, cette situation était une bonne occasion de "redonner confiance" dans le système international. Le gouvernement indien fut capable de tromper sa belligérance internationale à sa population en quête de nouvelles qui-faisaient-du-bien. Pendant ce temps, l'Union européenne et les États-Unis purent écarter les demandes de réduction de subventions agricoles et de réévaluer la question des mises en application de l'ADPIC. Les riches n'ont toujours pas tenu les promesses qu'ils avaient faites en 1994.

Un autre argument persuasif pour faire signer la déclaration est la généreuse distribution de carottes et de bâtons aux délégués. Afin de maintenir leur coalition contre le terrorisme, les États-Unis et leurs alliés ont mis dans la balance, avec une vigueur inhabituelle, des considérations externes de budgets d'assistance,

de perspectives commerciales et d'annulations de dette. Quel pays en développement, étouffant sous une immense et illégitime dette, ne voudrait être - comme maintenant le Pakistan - le destinataire de largesses internationales, d'annulations de dette de la part de la Banque mondiale et du FMI et de la compassion de CNN ?

Quel pays en développement, ne figurant pas nécessairement sur la liste des 70 de M. Rumsfeld, ne voudrait être l'Afghanistan ? Yash Tandon, militant expérimenté du groupe SEATINI à Harrare, déclare : "À Seattle, ils avaient des serres. À Doha, ils avaient des chaufferies. Les pays riches faisaient faire la queue aux pauvres, les recevaient un par un, leur forçant la main pour obtenir des concessions par des menaces de réduire les budgets d'assistance ou pire encore."

Les pressions sur les pays en développement, la forte position d'un "non à un nouveau round" prise par ces mêmes pays et les pressions sur le Nord pour qu'il en vienne à des accords de quelque sorte ont rendu possible nombre de tours de prestidigitation diplomatique. Considérons cet exemple : l'Union européenne et ses anciennes colonies d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) sont partenaires de l'accord de Cotonou. Cotonou garantit un ensemble de privilèges commerciaux à tarif préférentiel aux exportateurs vers ces pays. Comme l'a montré le récent différend sur les bananes, ces privilèges sont difficilement compatibles avec les clauses de l'OMC de la nation la plus favorisée. Les pays de l'ACP avaient fortement insisté pour obtenir une dérogation de façon à ce que ces préférences minimales soient acceptées par l'OMC. Comme par magie, l'OMC accepta.

Les vraies raisons sont un peu moins frappantes. Il aurait été particulièrement maladroit de refuser cette concession relativement petite au cours d'un "round traitant du développement"; de toute façon, les pays de l'ACP n'ont que jusqu'à 2008 pour se conformer à l'OMC; il y a eu beaucoup de publicité et de pression autour de cette question avant Doha; et puis, l'Union européenne apparaissait magnanime. Néanmoins, la magie fait meilleur effet. La dérogation a été brandie comme une concertation des intérêts du Nord et du Sud. Le gouvernement indien qui était au début le plus intransigent et le plus puissant des pays en développement, exigea l'inclusion d'une réserve avant de signer la déclaration de Doha. Il voulait que le président de la conférence, Youssef



attac

Kemal, clarifie le fait que signer l'accord engageait "chacun" à participer à un nouveau round, ou simplement à en parler. Voici la réponse de M. Kemal :

"Disons qu'en ce qui concerne la référence à la nécessité d'un "consensus explicite", dans ces paragraphes, et pour qu'une décision soit prise durant la cinquième session de la conférence ministérielle, à mon sens, durant cette session, une décision devra vraiment être prise selon un consensus explicite afin que puissent continuer les négociations concernant la politique sur le commerce et l'investissement et celles sur le commerce et la concurrence, la transparence en matière d'acquisition par le gouvernement de matériel militaire et la facilitation du commerce. Selon moi, cela donnerait à chacun des membres le droit de prendre position sur les modalités qui empêcheraient de poursuivre les négociations après la cinquième session de la conférence ministérielle, jusqu'à ce que ce membre soit prêt à se joindre à un consensus explicite."

Pauvre M. Kemal. Au-delà du fait qu'il est obligé de parler cet indescriptible langage contradictoire, il apparaît clairement contraint et forcé. Ce que vous pouvez dire avec un revolver sur la tempe, peut souvent ne pas être retenu à votre charge dans des circonstances normales. Et puisque le gouvernement indien demandait cette clarification quelques minutes avant la fin de la conférence, et étant donné que Youssef Kemal avait passé beaucoup de temps à s'assurer que la conférence aboutirait à une déclaration quelconque, il n'est pas extraordinairement surprenant qu'il ait donné son accord à tout ce qu'on lui disait. Ici, le sous-entendu est tout à fait simple : "Eh oui, qu'importe, mais pour l'amour du ciel signez donc ce foutu machin". Pouvons-nous nous attendre à une procédure de consensus explicite à la prochaine session ? C'est improbable, même dans le meilleur des cas. L'OMC est coutumière de promesses non tenues envers le Sud. De l'ignorance des protocoles d'application à l'abandon des "études" préliminaires avant négociations, c'est une pratique diplomatique habituelle de jeter des miettes aux pays en développement durant une négociation puis, à la suivante, de les retirer de la table d'un doigt humide.

Néanmoins, la meilleure explication de pourquoi les pays en développement acceptèrent le round est que le mystère réside dans un malentendu. À Seattle, les gouvernements du Sud refusèrent de signer une déclaration non parce qu'ils

étaient opposés à l'attitude arrêtée du néo-libéralisme et au parti-pris élitiste qui l'accompagne, mais parce qu'ils avaient été grossièrement traités. Leurs délégués n'avaient pu entrer dans les réunions et l'équipe négociatrice des États-Unis avait lourdement insisté sur l'infériorité du Sud. Autrement dit, la signature du programme pour le développement de Doha n'est un mystère que si l'on pense que les gouvernements des pays en développement viennent de prendre une position de principe contre le néo-libéralisme. Ce n'est pas ce qu'ils ont fait. Leur refus de signer à Seattle n'était pas dû à une indignation vis-à-vis du néo-libéralisme mais au manque d'égards envers des élites qui y sont accoutumées.

À Doha, au contraire, M. Zoellick s'est montré comme un négociant, un courtier de l'accord, un marchand de consensus. Cette humilité nouvellement acquise flatta l'élite des pays en développement. Elles ont donc signé. Ceci ne constitue pas une surprise. Ce sont ces élites qui exploitent et maquent la majorité des populations dans leurs pays. Il est difficile de croire que les installer dans des hôtels cinq étoiles pour leur faire croire qu'ils sont importants va les rendre moins vénaux.

Soyons clair. La déclaration de Doha et la guerre contre le terrorisme sont une seule et même manœuvre de politique de force. Et malheur à ceux qui élèvent la voix en signe de protestation. La violence et le silence sont également partenaires. En vérité la "guerre contre le terrorisme" et la "guerre à la pauvreté" ont aussi en commun les mêmes procédés de suppression d'opposition. On a peu entendu parler, par exemple, du fait que l'OMC a essayé d'étouffer un site web alternatif. À la suite de pressions exercées par l'OMC, les opérateurs de Gatt.org apprirent de leur serveur internet que le site devait être démantelé en raison d'infractions au copyright. Utilisant un facsimilé légèrement périmé du propre site web de l'OMC, ce site offre des liens vers des sources alternatives d'information sur l'OMC, ainsi qu'une diffamation modérée de Mike Moore, syndicaliste transfuge devenu directeur général de l'OMC. Il est évident que quelqu'un à l'OMC manque de sens de l'humour. Et désire que l'on fasse taire les voix alternatives.

C'est un fait que le commerce de maintenant n'a que peu à voir avec le développement comme c'était le cas du temps que la British South Africa Company et les compagnies Dutch and British East India étouffaient l'Afrique et l'Asie. L'OMC continue d'aller bien au-delà de tout



attac

argument économique raisonnable sur le commerce avec ses règlements sur la propriété intellectuelle, le travail et la transparence "se rapportant au commerce". D'accord. Nous en avons l'habitude. Comme John Pilger l'a fait remarquer, la guerre contre le terrorisme n'a rien à voir avec les terroristes.

Le système de commerce international et la guerre contre le terrorisme sont tous deux des techniques de retranchement. On nous vend la guerre sous forme de patriotisme. On nous vend le commerce sous forme d'efficacité. L'efficacité est le cheval de Troie des politiques fascistes. De l'extérieur, l'idée semble assez alléchante : ayez-en davantage pour votre argent. Après tout, telle se présente la magie du libéralisme commercial international. Que les consommateurs engrangent les avantages des produits bon marché venus d'ailleurs et arrêtez de subventionner votre propre et peu rentable production. Vous pouvez même donner aux veuves et aux orphelins l'argent des subventions ainsi épargné.

Non que les bénéficiaires de "l'efficacité" semblent se préoccuper des veuves ou de quelque femme que ce soit. Peut-être le plus grand crime dans l'élan d'efficacité, comme dans celui de la "sécurité internationale" est-il le silence vis-à-vis de la souffrance des femmes. Dans la production du thé, du café, du cacao, des textiles, ainsi que dans les innovations concernant les services et l'agriculture, ce sont les personnes de couleur et en particulier toutes les femmes qui sont les plus exploitées.

Ce n'est pas entièrement exact. Les libre-échangistes ont une ou deux choses à dire sur les femmes. L'argument type est le suivant : "Voyons un peu ! Ces paysannes, qui auparavant n'avaient aucun revenu, peuvent désormais gagner de l'argent liquide, ne serait-ce que dans l'économie souterraine ! Non seulement le commerce continue de rendre libre mais il l'a toujours fait. Certaines femmes ont profité du commerce pendant des siècles. Le commerce à travers les frontières de la corne de l'Afrique, par exemple, a permis aux femmes d'y jouir d'un peu plus d'autorité que leurs semblables ailleurs en Afrique."

Mais dans ce raisonnement il y a un tour de passe-passe, un escamotage. Les collectivités rurales travaillant pour l'exportation sont assurées d'une période de pertes. Les prix des denrées qu'ils vendent ont chuté au cours des trente dernières années; en fait, le marché garantit que lorsque la demande s'accroît, à long

terme l'offre s'établit à des prix plus bas. Et pour fournir, il suffit de s'endetter, d'avoir un climat tropical et une main-d'œuvre bon marché. Y a-t-il des candidats ?

Autrement dit, les prix des choses, de ces choses mêmes qui devaient tirer les pauvres de la pauvreté, ces prix ont plongé. Privé de ses droits, le rural pauvre émigre vers la ville. Et puisqu'il n'existe guère de moyens d'y produire de la nourriture, travailler pour se nourrir devient une nécessité. Et dans une superbe exemplarité, voici que l'économie souterraine s'illumine devant nos yeux. Et que maintenant les femmes sont riches d'argent liquide. Développement ? Exactement.

L'efficacité n'est pas une valeur démocratique. (Ce n'est pas par hasard qu'un "efficient" est un mot [anglais] du dix-neuvième siècle qui désignait un soldat préparé au combat.) L'efficacité est une technique du conservatisme. C'est une façon de demander comment l'on peut tirer davantage du statu quo. Si l'état des choses était juste, l'efficacité serait un luxe auquel on pourrait se permettre de réfléchir. Mais il ne l'est pas. L'efficacité est une attitude arrêtée. C'est le type d'attitude que l'on a vendu avec le slogan de décervelage "Si nous ne faisons pas X, les terroristes auront déjà gagné", où X représente la même chose que ce que nous faisons avant. C'est le type de conservatisme qui dessert le Conservatisme. Il est réactionnaire, stupide et abrutissant. Nous devons faire la même chose, non parce que le changement doit se faire lentement, mais parce que tout changement fera gagner les terroristes.

La guerre contre le terrorisme n'a vraiment rien à voir avec une prévention des actes barbares qui tuent chaque jour des milliers de personnes. Le commerce ne se fait pas pour favoriser le développement. Ce sont deux façons de maintenir le pouvoir, de protéger le monde pour la sécurité du capital et, en notre nom, d'inscrire ces tactiques dans les lois de nos pays.

La relation avec le droit est importante; les employés de l'OMC sont en majorité avocats. "Le commerce en guise de développement" et "la guerre en guise de paix" établissent le lien entre droit et justice. Les lois invoquées pour sanctifier ces politiques de la force sont généralement injustes et, pendant un certain temps, certaines populations de couleur ont fait l'expérience d'un exemple de ce type de justice. Après tout, l'apartheid avait des justifications légales. Elles étaient écrites sur le corps des personnes tout



attac

comme elles l'étaient dans les textes. La loi est l'arme du fort plus qu'elle n'est celle du faible.

Parfois, néanmoins, le papier peut devenir dérangeant même pour les plus puissants. L'autorité légale peut se transformer en contrariété légale pour le riche tout autant que pour le pauvre. La solution ? N'en tenir aucun compte. C'est ce qu'on fait les États-Unis avec leur propre constitution et leurs engagements commerciaux durant la dernière décennie. La constitution a finalement opéré sa transition du parchemin au papier hygiénique. La mise sens dessus dessous par John Ashcroft des relations confidentielles entre client et avocat, lui a permis de s'immiscer dans leurs entretiens sans en parler à qui que ce soit, violant ainsi les quatrième et sixième amendements de la constitution.

Ne permettons à personne de dire que tout ce qu'il faut pour venger ces outrages est un "débat ouvert et démocratique". Il n'existe rien de tel. Le foyer auto-proclamé de la démocratie est dirigé selon le principe du vote au dollar. Néanmoins, une telle politique dépend de notre assentiment. Quand nous refusons d'y consentir, nous récupérons l'autorité qui nous appartient en toute justice. Il importe de se souvenir que la bataille contre la commercialisation de la médecine a été gagnée non pas à Doha mais grâce à une mobilisation internationale, une pédagogie et des manifestations sur une grande échelle. La déclaration sur la santé publique n'était prévisible qu'après un grand effort et un travail difficile par des groupes tels que Treatment Action Campaign et ActUp! à Philadelphie, à Paris et à New York. La victoire vaut bien la lutte mais tout est loin d'être terminé. Après tout, les horreurs du "commerce international en guise de développement" demeurent encore. Nous ne devons pas oublier que nous n'avons gagné que ce qui nous avait

été pris par l'OMC pour commencer. Et quand nous repousserons l'État policier jusqu'au États-Unis et ailleurs, nous ne ferons que récupérer la liberté qui nous avait été volée.

C'est l'heure de prendre une bonne dose de pessimisme pour l'intellect. Des moments difficiles nous attendent. Dans bien des pays du monde, un article comme celui-ci pourrait être considéré comme une incitation au crime. On peut fabriquer des bombes avec du papier. Comme les Gandhistes parmi nous le savent, on peut également faire une arme de la vérité. Pour mettre à jour la pensée d'Orwell, disons que la vérité est maintenant un acte de terrorisme. En conséquence, si nous ne devenons pas des guérilleros armés de vérité, satyagrahi ? Alors, les vrais terroristes ont déjà gagné.

1.: Cipro (Hydrochloride de ciproflaxine = Ciflox en France) est un antibiotique breveté par Bayer qui traite les infections bactériennes et peut être utilisé dans les cas d'anthrax par inhalation. En octobre 2001, le ministère canadien de la Santé publique, craignant une épidémie déclenchée par un acte terroriste, décidait d'ignorer les droits de Bayer et de faire fabriquer le médicament par une entreprise pharmaceutique du pays, étant donné le coût exorbitant du produit breveté si l'on devait l'utiliser sur une large échelle. Bayer répondit à la menace en faisant don au Canada d'une vaste quantité de Cipro et en promettant davantage en cas d'urgence. En échange, le gouvernement canadien promit de n'acheter le médicament que chez Bayer pendant toute la durée de validité du brevet. (Source : The Lancet, vol. 358, no 9293, p. 1563, 10 novembre 2001) [N.d.T.]

*Raj Patel est co-rédacteur en chef de The Voice of the Turtle. <http://voiceoftheturtle.org>

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/rdv> pour en obtenir les détails. Vous choisirez alors le pays dans lequel se tient la réunion.

Mardi 12 : DANMARK : BJORN / DEUTSCHLAND : BERLIN / ESPANA : MADRID / FRANCE : POITIERS – FOIX – PARIS 15 – TRAPPES – IEP BORDEAUX – BORDEAUX / ITALIA : BOLOGNA / NORGE : LARVIK / SUISSE SCHWEIZ : LAUSANNE / SVERIGE : STOCKHOLM

Mercredi 13 : AUSTRIA : WIEN / DANMARK : VALBY / ESPANA: MADRID / FRANCE : NANTES – PARIS 11 – LA ROCHETTE – POUJOL SUR ORB – PARIS 13 / NORGE : OSLO / SVERIGE : STOCKHOLM – SJUHARAD - MALMO

Jedi 14 : AUSTRIA : WIEN – BRAUNAU / DANMARK : KVARTERHUSSET / FRANCE : PARIS 14 – MONTREUIL – CAEN – ANNECY – LILLE – ENS ULM / SUISSE SCHWEIZ : LAUSANNE

Vendredi 15 : AUSTRIA : WIEN – LINZ / DANMARK : AALBORG / FRANCE : LILLE